Les invisibles d'ArcelorMittal

Les salariés
d'une entreprise
de sous-traitance
savent que rien n'est
prévu pour eux si
le géant de la sidérurgie
ferme l'aciérie de
Gandrange. Ils vivent
« au jour le jour » avec
l'idée de se retrouver
bientôt au chômage

CATHERINE SIMON
GANDRANGE (MOSELLE),
ENVOYÉE SPÉCIALE

Si ArcelorMittal confirme sa décision de fermer le site de Gandrange, près de 600 personnes devraient perdre leur emploi à l'aciérie. EMMANUEL JEANPIERRE POUR « LE MONDE »

Il a du panache, Renato. Il sait bien que le printemps lorrain sent le roussi. Que l'aciérie de Gandrange, en Moselle, est menacée de disparition. Lui qui témoigne sous un prénom d'emprunt sait bien que les gens comme lui, petits soldats de la sous-traitance, risquent d'être rayés de la carte, sans filet de protection. Et ce contrairement aux « salariés directs » de la société ArcelorMittal, qui, en cas de fermeture, auront droit à un plan de reclassement. Eux, les invisibles, ils n'auront rien. Même pas les miettes.

Il sait aussi qu'à son âge, la cinquantaine passée, il ne vaut plus très cher sur le marché de l'emploi. Il sait tout ça, Renato. N'empêche. Vous arrivez chez lui, c'est un début d'après-midi pluvieux, et il vous lance, tranquille : « *Champagne ou café ?* »

Ce natif de l'ancien bourg minier de Moyeuve, proche de Gandrange, a passé toute sa vie au volant des camions et des engins de chantier. Un univers que ce grand costaud « adore ». Il a même emmené son épouse, une fois, pour qu'elle essaye un de ces monstres. Il l'a prise en photo, juchée sur une pelleteuse. « *Regardez les engins, ils sont nickel. Nettoyés, entretenus. Impeccables, rayon sécurité. Forcément : on les changeait tous les deux ans* », dit-il fièrement.

Sur la toile cirée de la table de la salle à manger, il a posé des mugs, un Thermos de café, une boîte de chocolats. Des casseroles en cuivre sont suspendues au mur de la cuisine, alignées comme à la parade. Les photos du chantier datent des années 1970. A l'époque, Renato travaillait du côté de Pont-à-Mousson, pour une société de travaux publics.

« *Le boulot, j'y allais par plaisir. Le patron venait une fois l'an, en Porsche. Mais il savait nous écouter, se rappelle le conducteur d'engins. On était 25 gars à plein temps. Les deux ou trois bras cassés de la bande, on leur trouvait toujours un truc à faire. Tout le monde se sentait utile.* » A un moment, il a été promu chef de chantier. « *J'étais comme qui dirait le numéro 3 de la boîte. Avec une voiture de fonction et un très bon salaire – plus de 3 000 euros par mois ! J'ai pu mettre des sous de côté. Avec mon épouse, qui travaillait encore, on a réussi à acheter la maison.* »

Aujourd'hui, Renato serre les dents. Son âge d'or est loin. Il a déjà connu « *des hauts et des bas* », des périodes de chômage aussi. Mais celle qui se profile est la plus terrible de toutes. C'est sa femme qui insiste pour qu'on ne donne pas son vrai prénom, de peur qu'il soit montré du doigt par la suite. « *J'ai enco-*

re huit années à tirer avant la retraite », lâche-t-il, en pâlisant soudain.

Bientôt midi, sur le site de Gandrange. Ce pourrait être une scène de *La Guerre des étoiles*, façon crassier : rugissant parmi les monceaux de boue noire, la chargeuse, un engin haut sur pattes, avec des roues géantes, gainées d'une résille de ferraille, pénètre en cahotant à l'intérieur de l'aciérie et s'approche de la coulée. Plongeant son nez dans le magma en fusion, l'engin emplit de scories fumantes l'énorme godet qui lui sert de pelle, comme ferait un enfant dans le bac à sable... Puis la chargeuse ressort à l'air libre et déverse son butin incandescent sur le tas de déchets – qui seront, plus tard, concassés et recyclés.

« *Les gars connaissent le danger : dans le ventre de leur engin, il y a 400 litres de fioul et plus de 200 litres d'huile. Ils n'ont pas intérêt à ce que le moteur cale, alors qu'ils sont à l'intérieur...* », commente Dominique Sabatheny, chef d'atelier chez AB Serve, la société de sous-traitance qui emploie Renato.

Quand la direction d'ArcelorMittal a annoncé, le 16 janvier, que la plus grande partie du site de Gandrange allait être fermée, « *ça a été un coup de massue* », explique le chef d'atelier, âgé de 45 ans. Certains ont eu des insomnies, des crises d'angoisse. Chez lui, à la maison, sa petite fille de 11 ans a posé à voix haute la question que toute la famille a désormais en tête. « *Elle m'a dit : "Mais alors, papa, ça veut dire que tu n'auras plus de travail ?" Je l'ai rassurée comme j'ai pu...* » A l'atelier de réparation, l'ambiance s'est brusquement tendue. « *Les gars sont devenus super-nerveux, ils prennent la mouche pour un*

rien », dit encore le chef d'atelier. Lui-même, qui travaille chez AB Serve depuis dix ans, espère que la direction de l'entreprise, en cas de malheur, lui proposera quelque chose d'autre, « *même si je dois un peu m'égarer dans mon métier* ». En clair : ne pas faire le travail de mécanicien chevronné qu'il a exercé jusque-là. Sinon ? Il fera comme tout le monde. Il ira voir chez les voisins, au Luxembourg, où le marché du travail est, dit-on, un peu moins déprimé qu'ici. La Lorraine ne représente-t-elle pas 12 % des emplois industriels perdus en France depuis 2000, selon les estimations publiées par le syndicat CFDT – majoritaire sur le site de Gandrange ?

Si la direction du groupe ArcelorMittal confirme son intention de fermer le site, plus de la moitié des quelque 1 000 « salariés directs » de Gandrange, près de 600 personnes, devraient perdre leur emploi à l'aciérie. Seuls un centre de recherche et un laminoir à fil resteraient en fonction. La décision de la direction doit être annoncée officiellement le 4 avril.

Entre-temps, un contre-projet syndical, prévoyant le sauvetage de l'aciérie, va lui être soumis le 14 mars. Ce contre-projet prône le maintien de « *tous les emplois* » du site de Gandrange. C'est-à-dire en incluant les « salariés indirects » des entreprises de sous-traitance : environ 700 personnes à l'échelle de la région, parmi lesquelles « *de 400 à 500 sont régulièrement présentes sur le site* », précise le responsable cédétiste Edouard Martin. « *L'acier ne s'est jamais aussi bien vendu à travers le monde* », plaide-t-il, rappelant au passage le « *bénéfice record* » engrangé en 2007 par le groupe de Lakshmi Mittal : 7,5 milliards d'euros.

De quoi donner le vertige aux travailleurs d'AB Serve ! Chez Raphaël, la

« **Déjà,**
je calcule tout :
la nourriture,
les frais d'école,
les sorties,
les cigarettes...
Comment on
va faire après ? »

Fanny, l'épouse d'un
mécanicien d'AB Serve

petite trentaine, embauché il y a quelques mois comme mécanicien, le budget a toujours été serré. C'est Fanny, sa jeune épouse, qui veille au grain. La petite famille (le couple a deux enfants, âgés de 4 et 9 ans) doit se débrouiller avec les 1 600 euros de salaire de Raphaël. Le loyer est exorbitant : 600 euros plus les charges, pour un F3 suintant l'humidité. S'ajoutent les frais de transport : pour aller à Gandrange, Raphaël doit utiliser sa propre voiture, malgré les promesses d'un véhicule de fonction. « *On est un peu angoissés, des fois. Mais il ne faut pas s'arrêter là-dessus* », tempère le jeune homme. Fanny, solide blonde au beau sourire, approuve d'un hochement de tête.

Tous deux sont d'accord pour ne pas inquiéter les petits : « *Ils savent qu'on ne roule pas sur l'or, pas la peine d'en rajouter. Il faut qu'ils restent dans leur monde.* » D'accord aussi pour attendre avril et la décision de Mittal, avant de trouver un logement moins cher où déménager. « *On attend le chèque final !* », plaisante Raphaël. Economiser est déjà une gymnastique permanente. « *Pour acheter à manger, on va en Belgique : c'est moins cher ; pour l'essence et les cigarettes, au Luxembourg ; pour les vêtements et l'informatique, en Allemagne. C'est l'avantage d'être frontalier !* », s'amuse le jeune mécanicien, qui connaît, au centime près, le tarif des carburants.

Le soir, les enfants dînent de céréales et de lait. « *A midi, par contre, on leur fait toujours un vrai repas* », insiste Fanny. « *Le salaire de Raphaël, on n'a que ça qui rentre, ajoute la jeune femme. Déjà, je calcule tout : la nourriture, les frais d'école, les sorties, les cigarettes... Comment on va faire après ?* » Raphaël tente de la rassurer : « *Si ça ferme, je vais me bouger. J'ai*

de bons contacts dans des boîtes d'intérim, ça me sortira de ma galère. »

Mécanicien lui aussi, Cédric, 24 ans, pas plus que Raphaël, ne veut penser qu'un jour il puisse se retrouver au chômage. Même si la décision de fermeture du site est prise en avril, elle ne sera pas effective avant début 2009, rappelle le jeune homme, délégué du personnel d'AB Serve : « *Pour le moment, on vit au jour le jour. On a encore un an de travail.* » Cédric, lui aussi, vit en couple. Barbara, sa compagne, n'a pas d'emploi salarié : elle s'occupe de leur bébé, né il y a quelques mois. « *On essaye de mettre un peu d'argent de côté. Et on reporte certaines dépenses à plus tard* », expliquent-ils.

Celles qu'occasionnerait leur mariage, par exemple. « *On a repoussé la date* », précise Cédric. Le bébé sur les genoux, Barbara sourit. « *Je voudrais un mariage à l'antillaise, avec un grand buffet et une belle décoration, des madras, des plantes vertes... Comme là-bas* », dit-elle, en faisant allusion à la Martinique natale de Cédric.

Elle, elle est de Lorraine. « *Mes racines sont ici* », ajoute-t-elle, en montrant le ciel lourd, qui noircit la fenêtre de leur appartement HLM d'Amnéville, l'une des communes longeant, comme Gandrange, le site immense de l'aciérie.

« *Avant, toute la vallée de l'Orne était bordée d'usines. On les a vu fermer les unes après les autres. Avec elles, c'est la vie qui est partie : ça fait mal au cœur !* », s'exclame l'une des trois employées de la boulangerie de Gandrange. « *On a beaucoup d'ouvriers parmi les clients. Si jamais l'aciérie ferme, on vendra moins, c'est sûr. Il y aura moins de bénéfices...* », lâche-t-elle, laissant sa phrase en suspens. Elle aussi, elle le sait, pourrait bien faire partie de la nouvelle charrette. Celle des sacrifiés invisibles du site d'ArcelorMittal. ■